

DOSSIER

LA FIN
DU CASH

Cartes bancaires, Paypal, mais aussi paiements sans contact ou par smartphone... Depuis quelques années, les innovations technologiques ont bouleversé nos habitudes. Les nouveaux moyens de paiement électroniques ont conduit à une raréfaction de l'argent liquide. Mais au-delà de simples réflexes de consommateur, il se joue peut-être un peu plus que la simple disparition du cash de nos porte-monnaie. Certains citoyens voient dans ce phénomène une conséquence liberticide, alors que différents gouvernements le justifient par une lutte contre l'économie souterraine. De l'autre côté, il sonne l'arrivée en force d'acteurs du numérique lorgnant sur l'énorme gâteau que se partageaient les banques jusqu'à maintenant.

Ces dernières y résisteront-elles ? Décryptage.

© Vodafone Medien

DOSSIER

LE CASH,
BIENTÔT
LIQUIDÉ ?

La fin de l'argent liquide serait programmée. Les banquiers, centraux et privés, auraient tout à y gagner. Les citoyens, beaucoup moins ?

Julien Collinet

En 2026, on ne paiera plus en cash.

La sentence est prononcée par John Cryan, lors du Forum économique mondial de Davos en 2016. Pour le CEO de la méga-banque Deutsche Bank, le cash serait terriblement inefficace et coûteux. Également présent lors de cette réunion, le patron de Paypal, leader international du paiement en ligne, boit alors du petit lait. La numérisation de l'argent est devant nous. Il est implacable que l'argent liquide va disparaître. Dans les faits, ce constat est d'ores et déjà en partie une réalité. Certaines banques américaines telles que JP Morgan ont, en effet, interdit à leurs clients de stocker des espèces dans les coffres de la banque. Dans les pays scandinaves, le phénomène est encore plus flagrant. En Suède, l'argent a pratiquement disparu des porte-monnaie. Seules 20 % des transactions sont encore effectuées en cash. Les soixante milliards de couronnes suédoises (6 milliards d'euros) encore en circulation sous forme de pièces et de billets, ne représentent plus que 2 % du PIB (contre 10 % dans la zone euro), alors que de plus en plus de commerçants refusent, eux, désormais tout simplement ce moyen de paiement. Ironie du sort, la Suède était pourtant le premier pays à avoir introduit les billets de banque, en 1661.

L'utilisation de l'argent liquide est avant tout un phénomène culturel explique Geoffrey Minne, économiste chez ING. En Allemagne par exemple, le cash est encore très courant. Cela s'explique par une faible coordination entre les banques. Les retraits dans des banques où vous n'êtes pas client vont être sur tarifs. Cela pousse les utilisateurs à faire de gros retraits. À l'inverse, les Français utilisent de façon massive le chéquier depuis des dizaines d'années. Ils sont habitués à se passer de liquide. La banque néerlandaise a publié au mois d'avril une étude sur cette question dans différents pays occidentaux. Il en ressort des disparités importantes. Au restaurant, 80 % des Autrichiens vont régler leur addition en espèces. En Belgique, cette statistique tombe à 34 %. Comparativement à certains de ses voisins européens, le Belge reste tout de même attaché au cash. Selon le sondage d'ING, le Belge possède dans son portefeuille

l'équivalent de 50 euros. 85 % l'utilisent régulièrement pour les achats de moins de 10 €, et surtout 62 % d'entre eux désirent continuer à l'utiliser et s'opposent à sa disparition.

Les banques ont tout à y gagner

Si les banques s'intéressent et font la promotion des moyens de paiement numériques (carte bancaire, paiements sans contact mais aussi le mobile-banking, voir p. 8), c'est bien sûr afin d'offrir un service supplémentaire à leurs clients. Mais elles y trouvent également une véritable source d'économie. Pour une banque, les paiements électroniques sont beaucoup plus faciles reconnaître Geoffrey Minne. Déplacer de gros montants en cash, cela coûte extrêmement cher.

Les billets de 500 € représentent
un quart des euros en circulation.

Dans son ouvrage, « La fin des banques ? »¹, Philippe Herlin docteur en économie, relevait que dans le cas des banques françaises, gérer et alimenter les 56 000 distributeurs à billets sur le territoire leur coûtait pas moins de 2,6 milliards d'euros tous les ans. Les cartes bancaires, par contre, rapportent 2,7 milliards d'euros, grâce aux commissions payées par leurs utilisateurs : le client, qui paye un forfait pour l'obtenir, mais aussi et surtout le commerçant. Alors, les banques auraient-elle tout intérêt à supprimer l'argent liquide ?

Ces dernières semaines, une fausse information circulait sur les réseaux sociaux. L'Union européenne aurait publié un texte afin d'interdire la monnaie papier à l'horizon 2018. S'il n'en est en fait rien, l'anecdote révèle la défiance d'une partie des citoyens envers la disparition de l'argent liquide. En réalité, le document était une étude évaluant les hypothèses quant à l'avenir du cash. Parmi celles-ci, la suppression de la monnaie physique est étudiée. En revanche, la Commission européenne a bel et bien acté la disparition du billet de 500 €. S'il est extrêmement rare, voir improbable, de trouver une de ces coupures dans son portefeuille, ces billets représentent pourtant près d'un quart (23,4 %) de la valeur des billets en circulation, soit 263 milliards d'euros, selon les statistiques de la Banque centrale européenne

(BCE). Via cette mesure, la BCE entend freiner les activités illicites que le billet de 500 € faciliterait. Les grosses coupures, cela sert avant tout l'économie souterraine et le travail non déclaré poursuit Geoffrey Minne. La Belgique n'a d'ailleurs pas





L'Inde a récemment supprimé 86 % de sa masse monétaire en circulation.

attendu la fin du billet de 500 € pour prendre des mesures afin de limiter les fuites fiscales causées par l'argent liquide. Depuis le 1^{er} janvier 2014, il est interdit de payer en liquide une somme supérieure à 3 000 €, contre 15 000 € auparavant. Toutefois, une directive européenne prévoit de ré-hauser ce seuil à 7 500 €.

Le cash favorise-t-il la fraude fiscale ?

Malgré ces risques de fraude, aujourd'hui 85 % des transactions dans le monde – en volume et non en montant – sont toujours effectuées grâce à de la monnaie papier, notamment dans les pays en voie de développement. Pour ces derniers, son utilisation reste une des causes de fuite de leurs recettes fiscales. À tel point que des mesures radicales ont dû être prises. Minée par l'économie informelle, l'Inde ne voit ainsi que 3 % de ses ressortissants payer l'impôt sur le revenu. À la fin de l'année 2016, le pays a donc décidé, de supprimer les billets de 500 et 1 000 roupies, les coupures les plus utilisées dans le pays, soit 86 % de la masse monétaire en circulation ! Les Indiens étaient invités à échanger leur cash contre de nouveaux billets

Lors d'un paiement virtuel, un individu peut dépenser deux fois plus qu'avec du cash pour un même produit.

mais avec de sérieuses contraintes : pas plus de 4 000 roupies (55 €), le reste devant être déposé sur un compte en banque et à partir de 3 500 € ils devaient justifier auprès du fisc la provenance des fonds. L'opération ne s'est pas déroulée sans un certain chaos. Des files monstrueuses se sont formées devant les guichets bancaires. L'économie a alors plongé. Selon Charles Walsh, un analyste de Mirabaud Asset

Management, alors présent sur place, les grossistes ne fonctionnaient plus qu'à près de 10 % de leur activité habituelle, et les détaillants aux alentours de 25 %.² Au même moment et de l'autre côté du globe, le Venezuela supprimait, lui, son plus gros billet en circulation. Suite à la publication d'une enquête révélant que des milliards des billets de 100 bolivars (environ 9 centimes d'euro) étaient aux mains d'organisations mafieuses, le président du pays, Nicolás Maduro signait un décret afin de retirer de la circulation en... 72 heures.

Pas adapté à tout le monde

Si de telles mesures paraissent pour l'instant improbables en Europe. Certains redoutent bien la disparition des billets de banque dans un futur proche. Une pétition « Non à la société sans cash ! » a recueilli en ligne près de 35 000 signatures en quelques mois. Les moyens de paiement électroniques sont très pratiques, mais une monnaie n'existant que sous forme de crédit, c'est une régression totale, camouflant des mesures liberticides explique Simone Wapler, rédactrice en chef des publications Agora, une newsletter financière néo-libérale, à l'origine de la pétition.

Mais la généralisation des paiements électroniques peut également se révéler être facteur d'exclusion. Selon une enquête de 2016³ du Gezinsbond, (l'équivalent en Flandre de la Ligue des familles), plus de 30 % des sondés sont incapables d'effectuer un paiement en ligne à l'aide d'une carte de débit ou de crédit. Et plus de la moitié d'entre eux ne peuvent payer une facture via un service de paiement en ligne, type Paypal. Enfin, la question de l'argent virtuel, peut poser de sérieux problèmes en matière de gestion budgétaire. Les consommateurs peuvent avoir un rapport bien différent par rapport au type de monnaie utilisée. Drazen Prelec, un professeur du MIT, précurseur dans l'étude des sciences neuro-économiques, c'est-à-dire le comportement des consommateurs ou des investisseurs en fonctions de paramètres cognitifs ou émotionnels, a évalué la question. L'expérience a révélé que lorsque l'argent reste caché, lors d'un paiement virtuel, la responsabilisation d'un consommateur est largement inférieure. Le montant dépensé pour un même produit, par une personne, peut alors être deux fois supérieur à celui dépensé lorsqu'elle paie en liquide. ■

1. Édition Eryolles, 2015
2. Interrogé par la Tribune, 15/12/2016
3. Enquête publiée en septembre 2016 menée auprès d'un échantillon de 1 015 personnes

LE JEU DANGEREUX DE LA BCE

L'économiste Didier Marteau¹, voit avant tout dans la disparition du cash, un échec du *quantitative easing*.

Cette politique lancée par les banques centrales européenne (BCE) et américaine (Fed) consiste à racheter massivement aux banques des titres de dettes afin d'inonder les marchés de liquidités. Interview.



Propos recueillis par Julien Collinet

La suppression du cash est-elle un enjeu pour le secteur bancaire ?

C'est avant tout un enjeu pour les banques centrales. Lorsqu'une banque prête 100 € à un ménage ou une entreprise, elle n'a besoin que de 10 € en liquide, correspondant à la demande de billets par son client. Le solde, 90 € environ, reste dans le circuit bancaire. Dans le cadre de sa politique monétaire, la Banque centrale peut en conséquence contrôler la création monétaire en fixant le taux d'intérêt appliqué au refinancement des banques. La disparition des billets réduirait fortement ce besoin de refinancement et donc le pouvoir de contrôle de la Banque centrale sur la création monétaire. Ou redonnerait aux réserves obligatoires un rôle qu'elles n'ont plus aujourd'hui.

« La monnaie, un bien commun qui améliore le bien-être collectif »

Quelles ont été les conséquences du quantitative easing ?

Les politiques monétaires menées aux États-Unis entre 2008 et 2014, et en Europe depuis 2015, n'ont pas eu les effets attendus. La Fed a par exemple multiplié par cinq la quantité de monnaie détenue par les banques, mais le volume des crédits distribués n'a été, sur la période, qu'à peine multiplié par deux. Cet afflux de liquidités a surtout permis aux banques d'acheter des actifs financiers, actions, matières premières, mais surtout des obligations d'État, et d'augmenter le prix des actifs financiers. Comment expliquer autrement la baisse spectaculaire des taux d'intérêt des obligations d'État, dont certains sont devenus négatifs, alors que le besoin de financement des États ne cessait de croître. Les politiques monétaires sont responsables de la création de « bulles », dont la sortie sera un exercice périlleux.

Selon vous, la suppression du cash conduirait à la mise en place de taux d'intérêt négatifs ?

Face à ce constat, plusieurs solutions alternatives pourraient être effectivement mises en place, avec pour but de relancer le crédit. La première suggère, dans la logique de l'hélicoptère money de Milton Friedman, de distribuer de la monnaie directement aux citoyens, par un virement de la Banque centrale sur leur compte de dépôt. Une autre solution, moins agréable, consisterait à imposer un taux d'intérêt négatif sur les dépôts des entreprises et des ménages

dans les banques, afin de les inciter à consommer ou investir. Mais cette solution ne serait efficace que s'ils ne peuvent pas transformer leurs dépôts en billets et imposerait donc une disparition des billets. Au passage, cette solution est déjà en application pour les banques de la zone euro. Le taux de rémunération des dépôts des banques à la BCE étant de... - 0,40 %, avec pour objectif d'inciter les banques à utiliser cette monnaie pour refinancer des prêts.

La monnaie est-elle un bien commun ?

Il faut distinguer le bien public et bien commun. La monnaie n'est pas un bien public comme un bien dont la propriété est collective, tel que l'éclairage public. C'est en revanche un bien commun, dont l'usage améliore le bien-être collectif. Son rôle original, défini par Keynes, est d'organiser les transactions de manière efficace. Mais elle est aussi un vecteur d'identité et d'intégration culturelle. Étendre le périmètre géographique d'une monnaie, comme on l'a fait avec l'euro, c'est élargir l'espace culturel désormais partagé par un plus grand nombre de citoyens. Le fait que le monopole d'émission de monnaie ait été transféré, des Banques centrales nationales vers la Banque centrale européenne, ne change rien, parce que l'euro n'est pas un bien public, mais un bien commun. Le développement des Bitcoins le confirme : si d'autres modalités de paiement sont plus efficaces, elles se substitueront à elle. ■

1. Professeur à l'ESCP Europe et conseiller chez Aon France

